

**Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics**  
**TABLEAU DES SOLUTIONS FISCALES ET MESURES DE CONTRÔLE DES DÉPENSES**

**Juin 2013**

**Mesures de contrôle des dépenses (argent récupéré annuellement en millions de \$)**

**Revenus fiscaux supplémentaires (argent récupéré annuellement en millions de \$)**

**A- RÉINSTAURER LA PROGRESSIVITÉ DE L'IMPÔT DES PARTICULIERS**

1	Établir 10 paliers d'imposition (paliers proposés)	1 000 M\$		
	15 % = 10 925 \$ à 24 999 \$			26 % = 60 000 \$ à 69 999 \$
	16 % = 25 000 \$ à 34 999 \$			28 % = 70 000 \$ à 99 999 \$
	18 % = 35 000 \$ à 39 999 \$			30 % = 100 000 \$ à 149 999 \$
	20 % = 40 000 \$ à 49 999 \$			32 % = 150 000 \$ à 199 999 \$
	24 % = 50 000 \$ à 59 999 \$			34 % = 200 000 \$ et plus
2	Abolir le crédit d'impôt sur les gains en capital des particuliers		556 M\$	
3	Diminuer le plafond des REER (de 23 820 \$ à 12 000 \$)		300 M\$	
4	Réduire les crédits d'impôt pour dividendes (50 % de 315 millions \$ en 2012)		157 M\$	
5	Moduler les taxes à la consommation en fonction des biens achetés	745 M\$		

**B- RÉTABLIR UN ÉQUILIBRE ENTRE LES IMPÔTS DES PARTICULIERS ET LES IMPÔTS DES ENTREPRISES**

6	Augmenter le taux provincial d'imposition des entreprises à 15 % (actuellement à 11,9 %)	1 220 M\$	
7	Augmenter la contribution fiscale des institutions financières notamment en rétablissant la taxe sur le capital pour les entreprises financières	600 M\$	
8	Revoir les mesures fiscales destinées aux entreprises : 8.1 Abolir le crédit d'impôt pour gain en capital (402 M\$); 8.2 Éliminer les mesures permettant de reporter le paiement des impôts dus (568 M\$); 8.3 Revoir les politiques de congés fiscaux (238 M\$)		1 210 M\$
9	Réduire les subventions aux entreprises		500 M\$
10	Augmenter les redevances sur les ressources naturelles (dans le respect des revendications autochtones et en tenant compte du partage des revenus avec les communautés locales) (ex. : l'industrie minière – redevances hybrides sur la valeur brute (3 à 8 %) et sur les profits (10 à 25 %))	410 M\$	
11	Abolir les contrats secrets avec Hydro-Québec		890 M\$

**C- LUTTER CONTRE LA FRAUDE**

12	Lutter contre l'évasion fiscale et l'évitement fiscal	500 M\$	
13	Lutter contre la corruption dans l'attribution des contrats gouvernementaux (ex. : dans le domaine de la construction)	600 M\$	

**D- MESURES DIVERSES**

14	Cesser de recourir aux agences de placement privées dans les institutions publiques de santé		71 M\$
15	Adopter des mesures de contrôle du coût des médicaments, dont l'instauration d'un régime entièrement public d'assurance médicaments	1 000 M\$	
16	Utiliser le logiciel libre par l'ensemble de l'appareil gouvernemental		266 M\$

**E- AUTRES SOLUTIONS FISCALES POTENTIELLES À L'ÉTUDE**

La Coalition ne dispose pas des données nécessaires pour estimer un montant d'économies lié à ces mesures.

17	Cesser de recourir aux PPP dans la construction d'infrastructures publiques.		?
18	Cesser de recourir aux cliniques médicales spécialisées (30 à 40 % d'économies envisageable)		?
19	Adopter une politique de rémunération maximale des cadres et dirigeants des institutions publiques, parapubliques et les sociétés d'État (ex. : Hydro-Québec, Loto-Québec, CSST, universités, CÉGEP, hôpitaux, etc.)		?

**TOTAL DE LA PROJECTION**      6 075 M\$      3 950 M\$

**GRAND TOTAL (revenus fiscaux + contrôle des dépenses)**      10 025 M\$